

31 mars 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République accordée au Journal tchèque "Tyden" sur les relations franco tchèques, le calendrier de l'adhésion de la République tchèque à l'union européenne et à l'OTAN, Paris le 31 mars 1997.

QUESTION.- Dans quel état d'esprit, abordez-vous votre voyage en République tchèque ?

- LE PRESIDENT.- J'y vais avec admiration et intérêt. Car c'est pour moi l'occasion de rendre hommage à un grand peuple. Après un siècle tragique, le peuple tchèque a su tourner la page paisiblement. Cela mérite d'être souligné et c'est la raison pour laquelle je suis heureux de me rendre à Prague. Il existe une longue amitié franco-tchèque. D'ailleurs, nous avons été compagnons d'arme durant les deux guerres mondiales. La République tchèque est un pays qui a été traumatisé par une série d'événements dramatiques : 1938, 1948, 1968. Et malgré cela, ce peuple a su faire une révolution de velours. Cela est sûrement dû au caractère du peuple tchèque, à ses qualités profondes, et à la personnalité du Président Vaclav Havel. Tout cela donne un caractère exemplaire à la République tchèque en Europe.

- QUESTION.- Quel regard portez-vous sur les relations franco-tchèques ?

- LE PRESIDENT.- Je souhaite lors de ce voyage renforcer les liens qui existent entre nos deux pays. C'est vrai tant sur le plan politique que sur celui de l'économie. Je souhaiterais que nos échanges politiques soient beaucoup plus denses et fournis. Nos relations économiques sont très insuffisantes. Je crois que nous sommes le 6ème fournisseur de la République tchèque et le 5ème investisseur étranger (récemment nous étions encore les 3èmes). Il y a encore un effort à faire. En ce qui concerne le domaine culturel, il existe une certaine complémentarité entre nos deux pays. Nous avons toujours fortement puisé l'un chez l'autre, et il y a encore matière à renforcer notre complicité culturelle. Je voudrais donc aussi développer ces relations culturelles.\

QUESTION.- En ce qui concerne l'élargissement de l'Union européenne, quelles sont les chances de la République tchèque ?

- LE PRESIDENT.- Il me paraît évident que la République tchèque a vocation à faire partie de la première vague de l'élargissement de l'Union européenne. Fixer un calendrier est toujours un exercice aléatoire mais il est pourtant nécessaire d'avoir un objectif. Je souhaite qu'en l'an 2000 la République tchèque puisse être dans l'Union. C'est d'ailleurs ce qui me conduira à m'adresser à mes interlocuteurs tchèques comme à des partenaires de l'Union européenne et non comme à des candidats à l'entrée dans l'Union. Il y a là une nuance de taille. Cela implique que tout le monde fasse les efforts nécessaires. Si nous parvenons à un accord sur la CIG à Amsterdam, les négociations pourront s'engager dès le début de 1998. La thèse française est claire : tous les pays partent à égalité mais il y a ceux dont l'évolution économique leur permet d'être candidat immédiatement et ceux qui doivent faire un effort d'adaptation supplémentaire. La République tchèque est bien entendu dans le premier cas.\

QUESTION.- Comment envisagez-vous l'élargissement de l'Organisation de l'Atlantique Nord aux pays d'Europe centrale et orientale ?

- LE PRESIDENT.- L'élargissement de l'OTAN correspond à la mise en place d'une architecture de sécurité européenne dont la vocation est d'effacer les Accords de Yalta. Cela veut dire qu'il faut effacer la coupure de l'Europe en deux. La République tchèque a vocation, c'est une

évidence, à entrer dans la première vague de l'élargissement de l'OTAN. La décision d'engager la négociation sera prise à Madrid les 8 et 9 juillet prochains. Les trois pays qui sont dans ce cas sont la République tchèque, la Hongrie et la Pologne. La France tient également beaucoup à ce que la Roumanie fasse partie de cette première vague.

- QUESTION.- Le Département d'Etat américain a chiffré à environ 190 milliards de francs le coût de l'élargissement de l'OTAN. La question financière peut-elle être un obstacle à l'élargissement ?

- LE PRESIDENT.- L'élargissement représente effectivement un coût. Celui-ci doit être apprécié par le Congrès des Etats-Unis. Et là il peut y avoir effectivement un frein. Mais il ne m'appartient pas de préjuger de la décision américaine dans ce domaine. Il n'en reste pas moins que la France est nettement favorable à l'intégration au sein de l'OTAN de la République tchèque, de la Pologne, de la Hongrie et de la Roumanie.\

QUESTION.- Vous vous revendiquez volontiers comme un représentant des entreprises françaises lors de vos séjours à l'étranger. C'est un phénomène nouveau dans la classe politique française. Qu'en pensez-vous ?

- LE PRESIDENT.- C'est une volonté déterminée. Aujourd'hui, il n'y a plus de distinction entre des sujets dits nobles qui seraient la politique et la géostratégie et des sujets moins nobles qui seraient relatifs aux échanges commerciaux. La richesse, l'emploi et le progrès social dépendent de ces échanges. Et chaque fois que l'on augmente les échanges entre deux pays : on enrichit les deux parties. Désormais la diplomatie française doit être présente sur le terrain économique, ce principe est connu de longue date des Américains des Britanniques ou des Allemands. Je m'efforce donc à chaque fois que je me déplace de favoriser les échanges. Par exemple, je vais partir en République tchèque avec l'idée que la France devrait devenir dans ce pays un investisseur et un exportateur plus importants. Nous ne devons pas nous contenter de cette cinquième place. Je vais chercher avec mes interlocuteurs tchèques les moyens de donner plus de dynamisme à nos échanges commerciaux.\

QUESTION.- Que pensez-vous de l'engagement des intellectuels dans la vie politique, à l'instar de l'écrivain Vaclav Havel élu président de la République en République tchèque ?

- LE PRESIDENT.- J'ai une très grande admiration pour Vaclav Havel. C'est un homme de culture et un homme d'Etat qui a su trouver les mots pour donner à son peuple l'impulsion nécessaire à un comportement qui a été exemplaire.

- QUESTION.- Est-ce votre première visite en République tchèque ?

- LE PRESIDENT.- Non, je me suis bien sûr déjà rendu à Prague à titre privé. J'y suis ensuite retourné lors de réunions politiques dans le cadre de l'Union Démocratique Européenne (DUE), qui rassemble les dirigeants des partis libéraux européens.\